

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ (7/7)

La gestion de l'Europe sous expertise

Maître de conférences à la faculté des sciences économiques et de gestion de Strasbourg, chercheur au Bureau d'économie théorique et appliquée (Beta), Amélie Barbier-Gauchard est une spécialiste des politiques publiques, en particulier européennes. Elle décrit son métier comme un mélange de passion, de rigueur et de souci de vulgarisation.

L'économie, pour moi, c'était la compréhension générale de l'actualité, du monde qui nous entoure. La croissance, l'emploi... C'était la matière qui m'attirait le plus, dès l'adolescence, confie Amélie Barbier-Gauchard. Comme souvent, c'était lié à des enseignants : j'ai eu des profs de SES (sciences économiques et sociales) passionnés, géniaux !
L'enseignement était sa vocation première, et elle aurait sans doute rejoint le secondaire si l'un de ses professeurs de l'université d'Orléans ne l'avait encouragée à faire une thèse, compte tenu de ses résultats. Intéressée par l'Europe, « si compliquée », elle choisit de travailler sur le fédéralisme budgétaire en comparant la répartition des rôles - entre le local, le national et le supranational - en matière de finances publiques, en Europe d'une part (« un modèle inédit »), aux États-Unis, au Canada et en Suisse d'autre part (« ces fédérations politiques qui sont aussi, de facto, des fédérations budgétaires »).



Amélie Barbier-Gauchard : « Le métier d'enseignant-chercheur est un métier multifonctions ». PHOTO L'ALSACE - JEAN-MARC LOOS

« Pas sectaires »
Amélie Barbier-Gauchard et ses étudiants des masters « Analyse et politiques économiques » organisent chaque semestre des conférences publiques d'actualité « pour débattre avec d'autres experts, de tout bord - hormis des extrémistes ». À l'affiche ces dernières années : l'anthropologue anticapitaliste Paul Jorion, le collectif Les Économistes atterrés, le futur coresponsable du programme de La France insoumise Jacques Généreux, l'humoriste militant Christophe Alévèque, les députés européens Édouard Martin (socialiste) et Jean Arthuis (centriste)...
Sont annoncées, pour la prochaine année universitaire, la directrice de communication de Wikipédia, « pour parler du tri dans les informations, des fake news », puis Esther Duflo, la vedette française du Massachusetts Institute of Technology, spécialiste de la réduction de la pauvreté et de l'économie du développement. « Nous ne sommes pas sectaires », résume Amélie Barbier-Gauchard.

« Prévoir les questions qui vont se poser dans les années à venir »

Amélie Barbier-Gauchard pose, comme base de toute recherche, la faculté d'être « visionnaire, capable de prévoir les questions qui vont se poser dans les années à venir », quitte à « se planter ».
« Quand j'ai commencé ma thèse, en 2001, la zone euro venait de naître, tout allait bien. Mon sujet n'intéressait personne. Je me souviens de colloques où des juristes étaient à deux doigts de me lancer des toma-

tes quand je parlais de fédéralisme ! Quand j'ai publié une version simplifiée de ma thèse, en 2008 (chez de Boeck), l'éditeur a refusé le terme de fédéralisme budgétaire dans le titre, en préférant celui d'intégration budgétaire européenne. Mais j'étais intimement convaincue que le fédéralisme budgétaire serait une solution pour l'Europe dans les années à venir, qu'on ne pourrait rester au stade d'intégration de l'époque. » L'avenir a donné raison à la jeune chercheuse, recrutée par l'Université de Strasbourg, lieu

idéal pour poursuivre son travail, « au cœur de l'Europe ». « L'analyse multiniveaux a fini par intéresser. » Elle se voit alors confier des missions d'expertise des institutions publiques, par le Parlement européen, la Commission européenne, le comité des régions de l'UE, et pendant six ans, pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective (France Stratégie), un service du Premier ministre, sous la houlette de Jean Pisani-Ferry, futur « économiste en chef » de la campagne d'Emmanuel Macron.

stabilité des finances dans la zone euro ? »
Pour garder un temps d'avance sur le débat public, elle et ses collègues s'intéressent également à la possibilité d'une assurance-chômage européenne, « un sujet explosif ».

« Les citoyens ont l'impression qu'on leur impose des règles qui ne leur conviennent pas »

« Le citoyen français va refuser que son assurance-chômage s'aligne sur celle des Roumains, par exemple. Il y a autant de modèles sociaux en Europe qu'il y a de pays. Je reste convaincue qu'il ne faut pas chercher à lisser les différen-

ces, mais à trouver un dénominateur commun. Un niveau minimum d'assurance-chômage conjoncturel permettrait d'amortir les chocs, avec la liberté, pour chaque pays, de faire davantage s'il le souhaite. De même, un même salaire minimum dans tous les pays ne paraît pas saugrenou. Mais ce sont des sujets épineux. Les citoyens ont l'impression qu'on leur impose des règles, qui ne leur conviennent pas, pour lesquelles ils n'ont pas eu leur mot à dire, sans tenir compte des particularismes nationaux. »
Amélie Barbier-Gauchard pointe deux idées reçues très répandues : « Tout est de la faute de l'Europe » et « On paie trop d'impôts ». « Les citoyens ne savent pas bien ce que fait et leur apporte l'Europe - même si trop de choses ne marchent pas assez bien. Pour les impôts, il s'agit d'abord de se demander

à quoi ils servent : on a en France un modèle social qui mérite d'être mis en regard des impôts que l'on paie. »

Combattre les idées reçues
Malgré ces préjugés tenaces, l'universitaire constate que la majorité des quelque 2 000 étudiants accueillis par la faculté des sciences économiques de Strasbourg se montrent « curieux et ouverts aux arguments ». « Ceux qui ont déjà des idées arrêtées, des positions partisanes, forment une minorité. »
Conjuguant ses passions de la recherche et de la transmission, Amélie Barbier-Gauchard transmet à son tour, aux futurs copropriétaires de cette « maison commune » qu'est l'Europe, les « clés » qui leur permettront peut-être de la consolider. ■
TEXTES : OLIVIER BRÉGEARD



Lors de sa soutenance de thèse en décembre 2005. « À l'époque, mon sujet n'intéressait personne... » DOCUMENT REMIS

Le Beta, un laboratoire d'exception

Unité mixte de recherche (UMR) associant l'Université de Strasbourg, l'Université de Lorraine à Nancy et le CNRS, seul UMR en économie-gestion dans le Grand Est, le Bureau d'économie théorique et appliquée (Beta) regroupe une centaine de chercheurs autour de cinq grands axes : routines, communautés, réseau ; comportements et marchés (microéconomie) ; fluctuations, croissances et politiques macroéconomiques ; science, technologie, innovation ; économie du travail, formation, emplois et politiques sociales ; économie du droit ; « climétrie » (nouvelle histoire économique) et histoire de la pensée économique.
« La plupart de ces axes sont adossés à des formations, nous mettons donc nos cours à jour en fonction de l'avancée de la recherche, souligne Amélie Barbier-Gauchard. Nous sommes aussi dans des réseaux internationaux. Nous travaillons sur les questions européennes avec des Portugais, des Roumains, des Grecs... Cela enrichit les analyses. »

« Un sujet explosif »

Aujourd'hui, Amélie Barbier-Gauchard travaille sur les règles budgétaires européennes. « Faut-il continuer à contraindre tous les pays de la même façon, malgré des modes de fonctionnement différents ? Est-ce tenable, efficace pour la

POUR UNE SCIENCE « NEUTRE » ET UTILE

Le sociologue Frédéric Lebaron décrit l'économie comme une « croquance », « entre science et politique ». « La science économique ne peut pas être la référence absolue, mais qu'elle soit une référence me semble naturel. Nous avons une formation théorique, nous utilisons les statistiques, et nous sommes capables d'identifier des canaux de transmission, des mécanismes », rétorque Amélie Barbier-Gauchard.

« Ça ne sera jamais parfait »
Les liens de cause à effet ne sont-ils pas plus difficiles à cerner dans les statistiques nationales ou internationales que dans l'observation des individus ? « Au niveau individuel, on peut effectivement rencontrer les gens, mener des entretiens, réaliser des expériences - le Beta a un laboratoire d'économie expérimentale, par exemple. Plus le périmètre d'observation s'élargit, plus la dose d'incertitude augmente, c'est certain. On essaie d'y remédier par des techniques de plus en plus élaborées, mais ça ne sera jamais parfait, on le sait. »
Malgré les différents courants de pensée, Amélie Barbier-Gauchard conteste également tout biais idéologique dans son travail. « Mon objet d'étude étant les politiques publiques, je conçois difficilement l'absence d'intervention publique. Ce n'est pas pour autant que je



Lors d'une audition devant le Parlement européen, en novembre 2011. DOCUMENT REMIS

loue toutes les politiques menées. De même, ma thèse était très nuancée. Je ne suis pas là pour dire qu'il faut plus de fédéralisme, mais pour apporter des arguments pour ou contre, sans a priori. J'ai souvent refusé des missions parce que je veux garder la liberté de dire que la solution sur laquelle on m'a demandé de travailler ne marche pas. »

Un impact variable sur les politiques

Si les économistes occupent une place croissante dans le débat public, en particulier depuis la crise de 2008, et que certains choisissent d'apporter une « caution scientifique » à telle personnalité politique, comme on l'a vu lors de la dernière campagne présidentielle, l'universitaire strasbourgeoise estime qu'il est difficile de cerner leur véritable influence.
« Quand nous travaillons avec des élus locaux, par exemple sur des problématiques d'efficacité de l'action publique, je constate qu'ils entendent bien ce qu'on leur dit. Au niveau européen, c'est toujours le politique qui décide, mais il y a une volonté claire, au Parlement, de bénéficier des éclairages des économistes, pour comprendre les enjeux. Au niveau national, en revanche, j'ai davantage le sentiment que les politiques s'approprient, dans nos travaux, ce qui les arrange... »